



Du choc des civilisations à la course aux ressources naturelles, deux visions stratégiques des conflits

Geoffroi de Reboul

Mai 2014

Notre approche *idéologique* dans la compréhension des conflits émaillant la surface de la Terre est révélatrice de notre façon de penser. En effet, dans bien des cas, pour tenter de comprendre les causes de certains conflits, nous nous évertuons à les expliquer comme procédant de chocs de civilisations, d'oppositions ethniques, de guerres de religions, de troubles puisant leurs sources dans des rivalités tribales. Sous cet angle, toutes échauffourées entre deux groupes deviennent synonymes de divergence ontologique, de fractures de civilisation. Ainsi tentons-nous d'expliquer les conflits en Centre-Afrique par des considérations sur l'incompatibilité à vivre ensemble de deux ethnies distantes de quelques kilomètres. Las, nous ne pourrons jamais comprendre les véritables enjeux de ces conflits sans nous pencher plus précisément sur les situations de ces pays. A défaut, nous ne ferons que répéter et nos erreurs stratégiques actuelles et nos schémas faussés d'occidentaux nostalgiques de leurs anciennes puissances coloniales, sans jamais pouvoir assurer de façon pérenne la défense de nos intérêts. Dans notre hâte à tout vouloir expliquer selon nos canons le risque est grand de négliger un fait pourtant dimensionnant de tous conflits : les ressources naturelles.

1/ Trois constantes dans tout conflit

En laissant alors de côté nos grilles de lecture idéologiques, tentons d'analyser de façon plus globale les conflits, en gestation ou en cours, émaillant actuellement la surface du globe.

Il suffit de se pencher sur une carte des conflits actuels pour qu'apparaisse alors immédiatement un lien entre ressources naturelles et conflits. En effet, dans 85% des conflits, les pays concernés possèdent d'abondantes ressources naturelles. Les facteurs ethniques et civilisationnels sont bien sur présents mais dans une bien moindre mesure. Tentons alors de cerner plus précisément la nature de cette relation entre guerre et ressources naturelles.

Trois constantes, partagés à des degrés divers par les pays en conflits nous apparaissent alors, nous permettant ainsi de mieux intégrer les enjeux actuels.

Une caractéristique première réside dans la nature de ces ressources naturelles. Nous constatons que dans une immense majorité des cas, le développement économique de ces pays est intimement lié à des exportations de **ressources naturelles brutes, non transformées**. Dans ces pays, ce secteur représente la quasi-unique source d'emploi et de richesse. La grande majorité des sources de revenus et la plupart des perspectives d'avenir des habitants résident ainsi dans l'exportation de ces ressources brutes. Le secteur de transformation reste alors inexistant dans ces pays, au profit de la seule production. Tout le processus de transformation est en quelques sortes délocalisé dans des pays techniquement plus développés. Cependant, et en dépit de l'abondance de ces ressources, celles-ci ne suffisent pas à combler de façon stable et pérenne les besoins des populations. Ces ressources deviennent alors de véritables enjeux, âprement disputés. S'installe alors un paradigme où le profit économique prend une importance démesurée par rapport à la sécurité des populations. La violence et

l'usage de la force deviennent banals, préfigurant alors d'un terreau favorable à l'émergence de conflits.

Intéressons-nous maintenant à la redistribution interne des richesses générées par l'exportation de ces ressources naturelles. Nous pouvons alors constater un phénomène qui semble pouvoir se généraliser à une grande majorité de conflits. **Il existe un véritable détournement de ces richesses, au profit des élites dirigeantes.** Celles-ci transfèrent une immense partie de ces rentes vers leurs comptes bancaires privés, n'octroyant alors qu'une infime partie de ces revenus à leur population. Cet argent leur permet ainsi d'asseoir leur pouvoir en rétribuant ceux dont la fidélité et l'allégeance leurs assurent un pouvoir stable. Le classement de *Transparency International* est à cet égard extrêmement révélateur de ce comportement. Il apparaît ainsi que les Etats les plus corrompus sont ceux dont le système économique réside dans l'exportation de ressources naturelles non transformées. De cette corruption quasi-institutionnalisés procède alors la colère des plus démunis, farouchement déterminés à protester de leur droit.

Cette situation accouche alors d'une dernière caractéristique que l'on retrouve dans presque chaque conflit. **Ces pays sont dirigés par des régimes politiques à la fois autoritaires et instables.** Les autorités politiques asseyent leur pouvoir sur la création de véritables milices, à leurs bottes, exerçant une répression implacable contre quiconque s'élève contre leur commerce. Un exemple parmi de nombreux autres : Selon l'ONG britannique *Global Witness*, une part importante des 900 millions de dollars payés par les compagnies pétrolières opérant en Angola (Chevron, Elf Aquitaine, BP, Exxon Mobil) afin d'obtenir la sécurité de leur exploitation et des droits de production off-shore a servi à acheter des armes, élevant ainsi le niveau de crise et d'insécurité dans ce pays.¹

Instaurant alors de véritables zones de non-droit, faisant fi de toutes expressions démocratiques, ils ne laissent à leurs populations que le choix de la contestation violente. Tout processus d'opposition politique revêt alors la forme d'une escalade de la violence, rendant par la même instable un régime que l'autoritarisme de ses dirigeants conduit à sa perte. Autoritarisme et instabilité, ces deux dynamiques du conflit se trouvent alors réunis. Les fonctions régaliennes perdent toute leur légitimité et toute leur crédibilité. Ces Etats n'en ont alors plus que le nom, tant l'appareil administratif devient déliquescence et la peuple exclu de fait. Eclatent alors de façon sporadique des conflits prenant bien souvent la forme de guerre civile.

2/ Idéologie et *Realpolitik*

Comme nous pouvons le constater, il n'est fait ici nulle mention de choc de civilisation, d'antagonismes culturels pouvant être facteur déclenchant de conflits. Entendons-nous bien cependant. Il est évident que ces facteurs interviennent dans la gestation et le déroulement du conflit. Nous ne pouvons le nier. Mais il serait absurde de les considérer comme cause première de ces guerres. L'affirmer témoignerait d'une bien mauvaise connaissance du monde actuelle et de ses enjeux. La « *real politik* », politique du réel, par opposition avec un mode de pensée plus idéologique, nous amène à discerner dans ces conflits non pas tant leurs aspect idéologiques que leur réelle motivation, bien plus souvent fruit des appétits matériels de quelque despote local que revendications

¹Global Witness, *A Crude Awakening*, London, Global Witness, 1999.

idéologiques. L'étendard des idées est bien trop souvent brandi pour justifier de conflits dont la pudeur nous empêche de voir les intérêts basement matériels. En France, et contrairement à d'autres pays tel que la Grande Bretagne, nous semblons n'avoir pas encore pris la pleine mesure de ces enjeux. En ne voulant voir dans ces conflits que l'expression de divergences culturelles, ethniques ou religieuses, nous courrons le risque de ne plus rien comprendre à ces situations, enfermés que nous sommes dans des schémas éculés procédant tout droit d'une histoire coloniale dont nous n'arrivons pas à nous détacher.

3/ Vers un tournant stratégique

Nous nous situons pourtant à un véritable tournant stratégique. Apparaît en effet dans les cercles stratégiques une tendance à considérer la gestion de ressources naturelles plus que l'orientation idéologique ou politique comme principe des conflits armés des prochaines décennies. Cette tendance s'appuie sur plusieurs constats. En effet, la croissance de la population mondiale, l'épuisement de certaines ressources naturelles, les changements de modes de consommation ont planté un décor où pourrait éclore de récurrentes batailles autour des ressources vitales. Dans ce nouveau paradigme, nous n'assisterons évidemment pas à une disparition des conflits religieux et politiques mais bien plutôt à leur intégration dans des conflits où les enjeux auront pour nom ressources énergétiques, autonomie alimentaire, indépendance en eaux. Ils n'interviendront plus que de façons très marginales.

L'expression la plus déterminée de cette tendance est pour l'instant en majorité portée par l'Angleterre et les Etats Unis. En mars 2007, le secrétaire d'Etat britannique à la défense, John Reid, l'a ainsi formulé : « *la vérité brutale, c'est que la pénurie d'eau et de terre agricole est un facteur qui contribue significativement aux conflits que nous voyons actuellement se développer dans le monde. Nous devons considérer cela comme un signal d'alarme.* »

Cette déclaration n'est pas anodine mais réellement annonciatrice d'un véritablement un changement dans la stratégie anglo-saxonne. Il était jusque-là couramment admis que ce soient les divergences idéologiques et religieuses qui restaient les principaux moteurs des conflits internationaux. La déclaration solennelle de John Reid semble avoir modifié l'ordre du jour de la sécurité mondiale. Celle-ci pourrait bien devoir rapidement intégrer les périls environnementaux, inaugurant ainsi un véritable changement de réflexion stratégique. Le concept d'axe du bien face aux forces du mal a très vite atteint ses limites, si tant est qu'il ait un jour été vraiment pertinent.

La France ne peut se permettre d'ignorer ces nouveaux enjeux. Arrêtons de nous fier à nos vieux schémas de pensées. Considérer le conflit au Congo comme relevant exclusivement de divergences idéologiques, c'est n'avoir définitivement rien compris à l'Afrique. Expliquer le conflit déchirant la Palestine et Israël par des considérations exclusivement religieuses, c'est méconnaître totalement la situation de cette zone. Il en va de notre crédibilité sur la scène internationale.

* *

*